

## L'ONU dénonce les restrictions des droits civils et politiques au Burundi

UN News Centre, 7 mars 2014  
 Burundi : Pillay dénonce les restrictions croissantes des droits civils et politiques  
 La Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme Navi Pillay a fait part vendredi de sa préoccupation face aux restrictions croissantes imposées aux droits civils et politiques au Burundi et par la recrudescence d'actes violents perpétrés par de jeunes militants du parti au pouvoir et la perturbation de réunions publiques organisées par des partis d'opposition. « Je suis préoccupée par les restrictions imposées de manière croissante à la liberté d'assemblée et de la presse ces derniers mois au Burundi », a déclaré Navi Pillay.

Les attaques répétées commises par des membres de l'aile jeunesse du parti au pouvoir, notamment le meurtre présumé d'un jeune dirigeant de l'opposition le 19 février, sont aussi très inquiétantes, en particulier avant les élections de 2015, a ajouté la Haut-Commissaire. Au moins 19 incidents violents impliquant des membres de ce groupe de jeunes, plus connus sous le nom d'Imbonerakure, ont été rapportés depuis le début de l'année. Ces incidents incluent des passages à tabac, des actes d'extorsion, des intimidations d'opposants politiques ainsi que l'interdiction et la perturbation de réunions politiques. Le dernier incident est survenu le 28 février, lorsque des Imbonerakure auraient battu de jeunes membres d'un parti d'opposition dans le village de Busoni, dans la province de Kirundo. « Ces actes violents pourraient avoir un impact négatif sur l'exercice des droits et des libertés politiques au Burundi. Il existe un risque réel de voir les groupes de jeunes appartenant à l'opposition commencer à riposter, ce qui pourrait déclencher une spirale violente dangereuse », a déclaré la Haut-Commissaire. « Je demande au gouvernement de condamner publiquement ces actes violents et de s'assurer que les personnes responsables de ces actes rendent des comptes. C'est essentiel pour apaiser les tensions politiques croissantes dans le pays », a-t-elle ajouté.

La Haut-Commissaire a aussi exprimé sa préoccupation après que la police ait interrompu des réunions organisées par un parti d'opposition les 18 et 19 février, sur instruction des autorités administratives. Un atelier organisé par l'association du barreau de Bujumbura a également été interdit par les autorités le 18 février, bien qu'il ait été conforme à la nouvelle loi sur les réunions publiques. « Les restrictions croissantes sur les réunions publiques pourraient sérieusement restreindre l'espace démocratique avant les élections », a déclaré Navi Pillay. La Haut-Commissaire s'est aussi préoccupée par les lois introduites au cours de l'année écoulée, notamment la loi sur les réunions publiques du 5 décembre dernier. « L'interdiction de réunions spontanées par cette nouvelle loi pourrait constituer une restriction disproportionnée du droit de se rassembler pacifiquement et de la liberté d'expression », a déclaré Navi Pillay. « Je m'inquiète aussi du fait que l'attribution d'une responsabilité civile et pénale aux organisateurs de rassemblements publics pour tout acte illégal commis par toute personne participant à un tel rassemblement puisse décourager la tenue de telles manifestations, qui sont pourtant légitimes au regard du droit international », a-t-elle poursuivi.

La Haut-Commissaire a aussi mis en avant l'impact négatif que pourrait avoir sur la liberté de la presse la nouvelle loi relative aux médias promulguée en juin dernier. Cette loi exige des journalistes qu'ils révèlent leurs sources d'information lorsqu'ils traitent de sujets allant de la sécurité de l'Etat à l'ordre public. « Cette législation pourrait trop facilement conduire à des atteintes à la liberté d'expression, violant de ce fait le Pacte international relatif aux droits civils et politiques », a déclaré Navi Pillay. « Les élections de l'an prochain seront un test clef pour le Burundi. La violence politique incessante représente une menace pour le processus démocratique dans un pays qui se remet lentement d'une guerre civile prolongée dévastatrice », a dit la Haut-Commissaire.